



ÉDITORIAL

La France brade ses trésors à l'Oncle Sam

PAR FABIEN GAY, DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

Ce début d'année marque un nouveau chapitre dans le démantèlement méthodique de nos fleurons nationaux. Deux ventes scandaleuses viennent d'être actées : celle de LMB Aerospace, pépite corrézienne de l'armement, au groupe américain Loar Holdings pour 367 millions d'euros, et celle d'Exaion, filiale d'EDF spécialisée dans l'intelligence artificielle et le calcul haute performance, à l'américain Mara Holdings pour 168 millions de dollars (Mara prenant 64 % du capital, avec option à 75 %). Des actifs stratégiques, essentiels à notre défense et à notre indépendance technologique, passent sous pavillon nord-américain. Et le gouvernement applaudit des deux mains.

LMB Aerospace fabrique des ventilateurs high-tech pour le Rafale, les sous-marins nucléaires et le char Leclerc. Un maillon vital de notre base industrielle et technologique de défense. Malgré un avis initial défavorable de la Direction générale de l'armement, Bercy a donné son feu vert fin décembre 2025, assorti d'une « action spécifique » (action qui donne un droit spécial sur certaines décisions majeures) illusoire pour l'État. Cette façade ne trompe personne : le contrôle capitalistique n'est pas le contrôle technologique ni celui des données ! Le risque majeur reste que la diffusion de ces composants soient aux seuls mains des États-Unis, via la réglementation extraterritoriale américaine (Itar) qui contrôle l'exportation des technologies d'armement états-unien. Un comble !

Quant à Exaion, née de l'expertise publique d'EDF, elle excelle dans le cloud souverain et l'IA verte. Vendue à Mara (un géant du minage de bitcoins), l'opération inclut une clause interdisant à EDF de concurrencer l'activité pendant deux ans. Quel cynisme ! Nos ingénieurs, nos savoir-faire, nos données stratégiques filent outre-Atlantique, au nom du « marché libre ». Ces opérations s'inscrivent dans un continuum de prédatons : Alstom cédé à General Electric en 2014 (sous Macron ministre de l'Économie), Technip fusionné avec l'américain FMC, Alcatel-Lucent

absorbé par Nokia... À chaque fois, le même refrain : « Pas de repreneur français ». En vingt ans, le capital nord-américain s'est offert pour plus de 150 milliards de dollars d'industries nationales.

C'est le résultat d'une politique délibérée de privatisation et d'austérité, imposée par l'Union européenne et les traités libéraux, accélérée sous la présidence Macron. Nos fleurons sont sacrifiés sur l'autel du profit, au bénéfice des multinationales états-unien qui dominent le monde via le dollar et les sanctions extraterritoriales. La loi Pacte de 2019 a certes élargi le contrôle des investissements étrangers à de nouveaux secteurs, mais elle reste bien trop faible pour nous protéger en plein bouleversement géopolitique.

Où est la souveraineté tant vantée par Macron à Davos, lunettes de soleil sur le nez ? Derrière les discours belliqueux contre la Russie ou la Chine se cache une soumission atlantiste. Les États-Unis, via le Cloud Act, accèdent déjà à nos données européennes. Avec ces ventes, ils renforcent leur emprise sur notre défense et notre souveraineté numérique. Le résultat est connu d'avance : emplois menacés, innovations exportées, dépendance accrue.

Face à ce capitalisme prédateur, la Banque publique d'investissement, bras armé de l'État, doit être mobilisée pour que chaque acteur dans les domaines stratégiques (santé, énergie, spatial, numérique, IA, défense...) reste sous pavillon français. De nouveaux pouvoirs doivent être donnés aux salariés et aux CSE pour gérer l'entreprise et s'opposer à ces ventes. La souveraineté n'est pas un slogan : elle doit devenir une réalité, loin d'un macronisme complice et vasalisé par l'impérialisme américain. ●

Les États-Unis renforcent leur emprise sur notre défense et notre souveraineté numérique : emplois menacés, innovations exportées, dépendance accrue.